

---

**QUI POUR GOUVERNER L'INSTALLATION EN AGRICULTURE ?  
ANALYSE COMPRÉHENSIVE DES TRANSFORMATIONS DES MONDES  
AGRICOLES À L'AUNE DE LA MULTIPLICATION DES INITIATIVES  
VOLONTAIRES DE SOUTIEN À L'INSTALLATION**

Thèse de Cécile **GAZO**<sup>1</sup>

Analysée par Vincent **CHATELLIER**<sup>2</sup>

Directeur de thèse : François **PURSEIGLE**, Professeur des universités, INP-ENSAT.

Titulaire d'un diplôme d'ingénieur agronome (INP/ENSAT), puis d'un Master en sociologie et philosophie politique (Université Paris-Diderot), Cécile Gazo a réalisé sa thèse de doctorat dans le cadre d'une convention CIFRE avec le Syndicat National des Jeunes Agriculteurs. Cette thèse s'inscrit dans un contexte caractérisé, en France comme dans d'autres États membres de l'Union européenne, par l'existence de nombreux débats portant sur la transformation de l'agriculture familiale et sur le renouvellement difficile des actifs agricoles. Les nouveaux installés en agriculture, qu'ils soient soutenus ou non par les pouvoirs publics pour y parvenir, ne remplacent qu'une fraction seulement des cédants, ceci entraînant, au fil des décennies, une baisse drastique et préoccupante des emplois agricoles.

Dans ce cadre, cette thèse traite des dispositifs, historiques ou plus récents, mis en œuvre pour accompagner ceux qui entrent en agriculture. L'auteure rappelle que ces derniers ont des profils diversifiés. Aux installations d'enfants issus de parents qui sont agriculteurs, s'ajoutent de nombreuses autres candidatures à l'installation, lesquelles se différencient par exemple selon les origines familiales de la personne, son genre, sa formation initiale, son parcours professionnel (reconversion ou non) ou ses aspirations quant au modèle productif et commercial à privilégier dans la future exploitation. Tout en considérant que les instruments mis en œuvre dans le cadre de la politique nationale de l'installation ne sont pas toujours bien adaptés à la diversité des attentes de certains de ces nouveaux porteurs de projet, cette thèse met en lumière la montée en puissance de nombreuses « initiatives volontaires », internes ou externes au monde agricole, dont l'ambition est de soutenir l'installation en agriculture. Cinq principaux types d'acteurs sont impliqués dans ce sens : les collectivités territoriales (hors Régions) ; les filières de production ; les espaces-test agricoles ; les associations spécialisées dans l'ingénierie financière et l'appui à la création d'entreprise ; les entreprises proches du monde des *startups*. Grâce à une immersion au sein du syndicat des Jeunes Agriculteurs, à un impressionnant travail d'enquêtes et à dix études de cas judicieusement sélectionnées, cette thèse apporte une analyse originale sur les nouvelles initiatives d'accompagnement des installations en agriculture. Partant du prisme de la sociologie rurale et de la sociologie des mondes agricoles, cette thèse mobilise également des concepts puisés dans la sociologie de l'action publique.

---

<sup>1</sup> Thèse de doctorat pour obtenir le grade de docteur en sociologie, UMR 1248 (INRAE/INP) AGIR Agroécologie, innovations et territoires, Ecole doctorale « Temps, Espaces, Sociétés, Cultures », présentée et soutenue le 21 septembre 2023.

<sup>2</sup> Membre correspondant de l'Académie d'agriculture de France, section 4 « Sciences Humaines et Sociales ».  
Copyright Académie d'agriculture de France, 2025.

Si le manuscrit de la thèse de Cécile Gazo est volumineux (780 pages avec la bibliographie et les 60 pages d'annexes), au point que l'on peut parfois s'interroger sur le plus ou moins « bon grain » retenu pour procéder à la présentation fine des monographies, il a le mérite d'être à la fois précis, bien rédigé et clairement ordonné autour d'un plan regroupant huit chapitres. Au-delà du temps nécessaire à consacrer pour lire cette thèse dans son intégralité, il est facile pour le lecteur de se repérer dans la hiérarchie du plan adopté, d'autant que chaque chapitre est accompagné d'éléments bienvenus d'introduction et de conclusion.

**L'introduction** générale permet non seulement de poser les bases contextuelles de la thèse, mais également de développer les principales raisons qui justifient le lancement d'une telle réflexion. Elle rappelle que l'ambition principale est de montrer comment l'action publique en faveur du soutien à l'installation en agriculture, de même que les modèles agricoles et le métier d'agriculteur, sont impactés par l'arrivée de ces initiatives volontaires nouvelles (privées ou publiques) en faveur du renouvellement des actifs agricoles. Elle indique également que cette thèse vise à mieux comprendre les raisons qui incitent au développement de ces initiatives volontaires, ce de façon complémentaire aux instruments publics existants, dont la dotation aux jeunes agriculteurs (dispositif qui vient de fêter ses 50 ans) ou le programme en faveur de l'accompagnement à l'installation et à la transmission des exploitations.

Cette thèse est structurée autour des huit chapitres suivants.

**Le premier chapitre** est consacré à une présentation de la problématique de recherche et du cadre théorique de cette thèse. En inscrivant ses travaux dans plusieurs champs sociologiques (sociologie rurale et agricole, sociologie de l'action publique et sociologie de l'entreprise), l'auteure souligne que cette thèse a pour ambition d'apporter un regard nouveau sur les recompositions à l'œuvre dans la prise en charge de l'enjeu du renouvellement agricole. Dès ce stade, elle souligne un point essentiel de définition : « les initiatives volontaires sont considérées ici comme des acteurs mettant en œuvre des dispositifs à même de cadrer différemment l'entrée dans les métiers et peuvent, par les discours qu'ils associent à leurs actions, être considérés comme les défenseurs d'une cause ».

**Le deuxième chapitre** vise, d'une part, à témoigner de la posture adoptée par la doctorante pour procéder à cette recherche et, d'autre part, à présenter la méthode retenue pour procéder aux enquêtes de terrain et aux monographies. Moyennant une démarche inductive et compréhensive, ce travail a donné lieu à une immersion de plusieurs années dans le milieu des organisations professionnelles agricoles en charge de la mise en œuvre des politiques publiques relatives au soutien à l'installation. Il a fait l'objet de près de 160 entretiens semi-directifs et permis d'établir dix monographies d'initiatives volontaires qui se différencient selon les régions considérées et les types d'organisation : trois en Occitanie (*Bioleg*, *Terra Hominis* et *Fermes en vie*), trois en Auvergne-Rhône-Alpes (l'espace-test *Ilots paysans*, *coopérative UVICA* et *Ceinture verte*), une en Bretagne (l'espace-test de *Menez-Meur*), une en Normandie (pépinière *Faire bien*) et deux autres à vocation plus nationale (*Initiative France* et *Matrice-Hectar*). Cette approche, basée sur le recours à des monographies, a été retenue car elle permet de mieux comprendre ce qui sous-tend l'émergence de nouveaux dispositifs et leur intégration dans l'action publique territoriale.

**Le troisième chapitre** replace le travail de cette thèse dans le temps long des politiques publiques de soutien à l'installation en agriculture en France, c'est-à-dire depuis la création de la Politique Agricole Commune (PAC). Il discute de la manière dont les objectifs assignés à cette politique ont été ou non traduits dans les (nombreux) instruments mis en œuvre. Il souligne l'existence, déjà à l'époque, de débats controversés entre acteurs sur le non-renouvellement des agriculteurs et sur les manières distinctes de penser la question de l'installation en agriculture. Il montre bien l'existence d'approches pas toujours conciliables entre les tenants du développement agricole (agrandissement, mécanisation, etc.) et ceux mettant davantage en avant les questions relatives au développement rural (tourisme rural, approvisionnement local, etc.).

**Le quatrième chapitre** cherche à comprendre comment différents acteurs (coopératives et entreprises agroalimentaires, réseau national des espaces-test agricoles, réseau Initiative France, mouvements citoyens, parcs naturels régionaux) qui se sont récemment impliqués dans le soutien à l'installation, formulent le problème qu'ils associent au non-renouvellement des générations. Il offre l'opportunité de s'interroger sur comment et à quel moment la question de l'installation en agriculture s'est étendue au-delà du monde agricole et de ses organisations pour concerner un ensemble plus large d'acteurs, dont certains extérieurs au monde agricole. Ce chapitre donne une représentation schématique précieuse des différentes organisations impliquées dans le soutien à l'installation en agriculture.

**Le cinquième chapitre** présente de façon développée (près de 160 pages basées sur les résultats des monographies) la manière dont les différents acteurs précités mettent en œuvre leurs initiatives pour accompagner l'installation. Il s'intéresse à la façon dont celles-ci ont été imaginées/introduites et à la manière dont elles fonctionnent. Plusieurs dimensions de l'installation sont considérées dans cette analyse, dont le foncier, le financement, la formation et l'expérience. Ce chapitre permet de mieux comprendre, de façon précise et concrète, la diversité des formes d'actions existantes pour soutenir et accompagner les installations, en notant au passage la multiplicité des attendus des différents acteurs étudiés.

**Le sixième chapitre** donne des informations sur la manière dont les initiatives volontaires ont été capables, d'une part, de mobiliser des fonds (publics ou privés) pour agir (dont des fonds hors de l'agriculture) et, d'autre part, de créer des alliances avec les autres acteurs déjà institués autour de ces questions de l'installation-transmission. Il s'intéresse donc à la diversité croissante des financements mobilisés et aux interactions entre les différents acteurs, que celles-ci correspondent à des dynamiques de coopération ou de compétition. Il met également en lumière les logiques économiques et les pratiques de communication propres aux organisations impliquées dans le soutien à l'installation. Sur la base de ces travaux, l'auteure soumet notamment cette conclusion : « la multiplicité et l'hétérogénéité des sources de financement mobilisées par les initiatives volontaires les plus innovantes, ainsi que l'attractivité des modèles qu'elles proposent associés à une communication sans faille, contribuent à affaiblir le poids relatif du ministère de l'Agriculture, mais surtout de la profession agricole majoritaire qui lui est très lié, dans l'orientation de l'action publique en matière de soutien à l'installation ».

**Le septième chapitre** présente un état des lieux des dispositifs portés par les pouvoirs publics en faveur de l'installation : dotation jeune agriculteur (DJA), garantie bancaire, *top-up* JA dans le cadre de la PAC, exonération fiscale sur les bénéficiaires et les cotisations sociales, instruments régionaux directs ou indirects, etc. Il rappelle que, à compter de 2023, le rôle des Conseils régionaux sera accru en matière de soutien à l'installation : les mesures non-surfacières du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) seront en effet gérées par les Régions tandis que les mesures surfacières resteront à la charge de l'État. L'auteure retire trois enseignements principaux de cette analyse :

- « Héritière de la cogestion, la politique nationale de soutien à l'installation se reconfigure sous les effets conjoints d'une multitude de facteurs de perturbation tels que : la régionalisation de la DJA ; la poursuite du désengagement politique et financier de l'État ; la diversification croissante des profils de candidats à l'installation ; l'entrée en scène de nouveaux acteurs porteurs de nouvelles revendications et soutenus par d'autres politiques publiques ».
- « L'affaiblissement des forces syndicales et la multiplication des échelons territoriaux impliqués dans le soutien à l'installation tendent à la désinstitutionnalisation progressive de la politique nationale de soutien à l'installation ».
- « L'apparition et la multiplication des initiatives volontaires apparaissent comme la triple conséquence : i) de l'inadéquation des instruments des politiques officielles de soutien à l'installation aux profils que ces nouveaux acteurs entendent soutenir ; ii) du dysfonctionnement de certains services publics ou parapublics lié au manque de financement et/ou à l'absence de directives claires (SAFER, Chambres d'agriculture,

Point d'Accueil Installation) ; iii) de l'évolution d'autres politiques publiques (Innovation, EGALIM, formation professionnelle) ».

**Le huitième et dernier chapitre** montre que, au-delà de l'action publique, le développement des initiatives volontaires est le reflet des transformations majeures qui animent le métier d'agriculteur et les modèles agricoles. L'auteure considère que les initiatives volontaires redessinent, d'une certaine manière, de nouvelles lignes pour penser les systèmes de production, le capital et l'organisation du travail. Elle déclare aussi que : « tous ces changements dans les profils, dans les organisations qui les accompagnent, de même que le faible nombre de candidats actuellement soutenus par la DJA relativement au nombre total d'installations, remettent en question la politique nationale mise en œuvre dans les années 1970 par et pour les jeunes ».

**La conclusion générale** revient sur les principaux enseignements de la démarche et du travail réalisé, puis cherche à mettre en évidence les apports de cette thèse aux différents types de sociologie utilisés. Elle propose également quelques pistes pour prolonger ce travail sur des sujets tels que le rôle des Régions dans la redéfinition de leurs instruments d'action publique ou la manière dont les considérations entrepreneuriales et agroécologiques sont prises en compte dans l'enseignement agricole.

Cette thèse met donc en lumière les évolutions de l'action publique en matière de soutien à l'installation en agriculture à partir de l'étude approfondie des processus d'émergence et de multiplication d'initiatives volontaires. Bien rédigée autour d'un plan facile à comprendre, cette thèse est d'autant plus intéressante à lire que l'auteure diffuse parfois des avis tranchés qui stimulent la propre réflexion du lecteur. Cette thèse a pour grand mérite aussi d'être accessible à des lecteurs intéressés par le sujet, mais non sociologues de formation. Si l'entrée sociologique privilégiée est justifiée, des lecteurs issus d'autres disciplines pourraient avoir, eux aussi, beaucoup à dire sur le rôle du soutien à l'installation dans la dynamique de l'agriculture française. Ainsi, cette thèse constitue une invitation aux regards croisés, y compris pour débattre sur ce que doivent être les installations à privilégier et sur ce que seront les exploitations agricoles d'avenir.

A ce titre, il est tout à fait justifié que cette analyse figure sur le Site de l'Académie d'agriculture de France et dans le Mensuel pour valorisation de ces résultats.